



HAL
open science

Viticulteurs, ouvriers d'usine, bonnes à tout faire, maçons, la diversité d'un siècle d'immigration espagnole en France

María José Fernández Vicente, Natacha Lillo

► **To cite this version:**

María José Fernández Vicente, Natacha Lillo. Viticulteurs, ouvriers d'usine, bonnes à tout faire, maçons, la diversité d'un siècle d'immigration espagnole en France. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2022, Les Espagnols en France au XXe siècle : immigration, exil et sources, 143-144, pp.8-15. 10.3917/mate.143.0008 . hal-03984501

HAL Id: hal-03984501

<https://hal.science/hal-03984501v1>

Submitted on 12 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

María José Fernández Vicente, Héritages et constructions dans le texte et dans l'image (HCTI), Université de Bretagne Ouest.

Natacha Lillo, Identités Cultures Territoires (ICT), Université Paris Cité.

Viticulteurs, ouvriers d'usine, bonnes à tout faire, maçons, la diversité d'un siècle d'immigration espagnole en France

Depuis la fin du XIXe siècle, la France est un pays d'accueil pour les émigrants espagnols et ce en lien avec quatre facteurs valables au long de toute la période : la proximité géographique ; la différence en termes de transition démographique, plus avancée dans l'hexagone qu'en Espagne; le déphasage économique dû aux retards espagnols en matière d'accès à la terre et d'industrialisation ; le déficit démocratique entre le nord et le sud des Pyrénées. Sur le temps long, cette immigration a également eu pour caractéristique notable d'être majoritairement familiale, avec la présence d'épouses, de filles, de sœurs et de mères des primo-migrants.

La période de l'installation frontalière (1880-1914)

La France comptait 62 000 Espagnols en 1886, 80 000 en 1901 et 106 000 en 1911. Ils résidaient pour la plupart dans des régions proches des frontières et la majorité des actifs travaillaient dans l'agriculture.

A l'Est des Pyrénées, les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Hérault accueillait la majorité des migrants espagnols de l'hexagone des années 1880 à 1914. Dans cette région de grande production viticole, connue comme la « mer de vignes », ils travaillaient essentiellement comme ouvriers agricoles assignés au défrichage, au dessouchage et au dépierrage de nouvelles parcelles puis à leur entretien. Leur embauche par des exploitants locaux faisait souvent suite à leur participation à une ou plusieurs campagnes de vendanges. Jusque dans l'entre-deux-guerres, les vendangeurs travaillaient au sein de *colles*, équipes de quinze à vingt personnes auxquelles prenaient part des femmes, des adolescents et des enfants. Si un mois de vendanges en famille outre-Pyrénées représentait déjà un revenu important pour les économies familiales des saisonniers, le recrutement par un viticulteur français représentait une véritable aubaine pour ses paysans sans terre venus pour la plupart du Levant. Après plusieurs années de travail, à force d'efforts et de privation, certains ouvriers agricoles espagnols pouvaient accéder au statut de métayer et, pour certains, de fermiers et/ou réussissaient à acheter un ou deux hectares en friche pour y planter de la vigne et produire du vin grâce au système des caves coopératives propre à la région. Dans cette économie agricole, les épouses entretenaient généralement un potager permettant

d'améliorer l'ordinaire et aidaient aux gros travaux et aux vendanges, confiant leurs enfants en bas âge aux bons soins d'une fille aînée¹.

Enfin, comme aux Halles de Paris[1], à Perpignan, Montpellier et Béziers, des négociants venus des Baléares et de Valence contrôlaient les importations d'oranges et de fruits secs, employant des membres de leur parentèle, tant des femmes pour la vente au détail que des hommes pour la manutention et la comptabilité.

Les départements frontaliers à l'ouest des Pyrénées offraient également des emplois aux migrants dans le secteur primaire : agriculture et gardiennage des troupeaux pour les Basses-Pyrénées ; sylviculture pour les Landes. Mais c'est la Gironde qui comptait le plus grand nombre d'Espagnols, employés dans le vignoble, l'industrie et le tertiaire. Alors grand port atlantique, Bordeaux offrait du travail sur ses quais, dans les usines de transformation agro-alimentaire, dans la sidérurgie et la métallurgie.

Dès les années 1880, nombre de migrants se sédentarisèrent autour du marché de la place des Capucins. Les commerçant-e-s espagnol-e-s du marché tenaient des étals ou, pour les plus modestes et les derniers arrivé-e-es, tiraient de simples charrettes de marchandes des quatre saisons. Ils s'approvisionnaient auprès de compatriotes grossistes faisant du négoce à travers la frontière. Les alentours du marché virent l'apparition de petits commerces ethniques : épicerie-buvettes, pensions de famille, restaurants, boulangeries, salons de coiffure, cordonneries, etc. De ce fait, la colonie espagnole de Bordeaux compta précocement un assez grand nombre de femmes salariées de ces petits commerces.

En 1911, la plupart des 8 000 Espagnols du département se regroupaient dans l'agglomération bordelaise, aux Capucins et dans les banlieues ouvrières de Floirac et de Cenon. A cette date déjà, les dockers français se plaignaient de « l'utilisation abusive de la main-d'œuvre espagnole ». En 1916, les dockers espagnols, majoritaires, furent à l'origine de débrayages pour demander des augmentations salariales et, à l'automne 1917, organisèrent d'importantes grèves au grand dam des autorités car Bordeaux était l'un des ports d'arrivée du matériel de guerre en provenance des États-Unis.

Les répercussions de la Première Guerre mondiale

Entre janvier 1915 et novembre 1918, au moins 250 000 Espagnols traversèrent les Pyrénées pour aller chercher du travail en France. En effet, leur gouvernement, neutre, vendait toute sorte de produits aux belligérants des deux camps, dont du blé, ce qui eut pour conséquence de renchérir le prix du pain. Après leur passage de la frontière, la majorité d'entre eux furent orientés vers l'agriculture, essentiellement dans le sud, et seulement 15 200 vers l'industrie, chiffre très sous-estimé car beaucoup évitèrent les canaux légaux et se rendirent directement dans des espaces industriels.

¹ Lillo N., « *Les Espagnols en France dans l'entre-deux-guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon* », in *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, Lillo N. n° 2 (nouvelle série), CERMI-BDIC-CRIIA, Publidix, Nanterre, 2006, pp. 11-55.

En effet, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, de nombreux recruteurs français payés par des sociétés agricoles ou par des industriels arpentèrent l'Espagne à la recherche de candidats au départ. Certains se rendirent y compris dans des régions aussi reculées que l'Estrémadure, comme par exemple les envoyés d'une tréfilerie de la Plaine Saint-Denis qui produisait du fil de fer barbelé pour la Défense.

C'est ainsi qu'en 1921, plusieurs départements industriels, où vivaient quasiment aucun Espagnol en 1911, connurent la sédentarisation de petites communautés auprès de leurs usines, tels le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Saône-et-Loire, la Loire, le Cher, etc. Dans la seule Seine banlieue, leur présence fut décuplée. Conséquence directe de la Grande guerre, alors que la France comptait 106 000 Espagnols en 1911, ils étaient 255 000 en 1921, représentant la troisième colonie étrangère de l'hexagone derrière les Italiens et les Belges. Par le jeu des chaînes migratoires, ce nombre atteignit 323 000 en 1926 et 352 000 en 1931.

En effet, après des dizaines de milliers de retours de migrants fin 1918 - début 1919, la vie chère et le marasme des campagnes espagnoles étaient tels que nombre d'entre eux décidèrent de repartir tenter leur chance en France car ils savaient qu'ils y trouveraient une embauche à cause du grand nombre de jeunes hommes morts au combat ou invalides. Cette fois-ci, convaincus que leur séjour serait plus long, ils partirent souvent avec leur épouse et leurs enfants et/ou en compagnie de frères, de cousins, de pays.

Désormais, la prééminence du secteur agricole avait vécu. En 1926, 55 % des 172 700 actifs espagnols travaillaient désormais dans l'industrie, 30 % dans l'agriculture et 15 % dans les services (hôtels, restaurants et débits de boisson ; commerces d'alimentation ; service domestique).

Néanmoins, malgré ces évolutions, dans l'entre-deux-guerres, les trois quarts des immigrés espagnols résidaient toujours au sud d'une ligne Bordeaux-Marseille. En 1926, les départements de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et de l'Aude en accueillait respectivement 43 100, 28 600 et 25 600, soit près de 40 % de la colonie. Ils y constituaient, de très loin, le premier groupe étranger. Fin 1934, dans les Pyrénées-Orientales, les Espagnols représentaient 96% des étrangers, ce qui en faisait la cible unique des stigmatisations xénophobes avec notamment les expressions péjoratives « travail d'Espagnol » et « Espagnols de merde » qui ont profondément affecté durant leur enfance plusieurs des témoins rencontrés.

Comme dans la période précédente, les achats de terres en friche par des ouvriers agricoles ou des métayers espagnols continuèrent, dans le but d'y planter leur propre vigne afin de gagner un revenu supplémentaire. En 1930, la région aurait compté 5 000 propriétaires de parcelles dont la taille moyenne était d'un hectare[2]. En atteste ce témoignage du maire d'une commune de l'Hérault : « Partout où le travail est pénible, le sol ingrat, nous trouvons aux environs de Saint-Chinian des Espagnols. Ils travaillent très courageusement et parviennent à acquérir quelques lopins de terre ; ils sont souvent aidés par leur nombreuse famille. »²

² DEMANGEON Albert (dir.), *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*, Paris, Hermann & cie, 1939.

En 1931, les villes d'Aubervilliers, Saint-Denis et Drancy accueillèrent un peu plus de la moitié des 17 000 Espagnols recensés dans la Seine banlieue et ce, essentiellement sur le territoire de la Plaine Saint-Denis, vaste espace marqué par l'industrie lourde. Des hommes étaient venus en majorité seuls pendant le conflit pour travailler dans des usines dédiées à l'industrie de guerre. Mais l'enregistrement de plusieurs baptêmes par la paroisse locale montre qu'une poignée de femmes les avaient accompagnés ou rejoints afin d'assurer les tâches domestiques.

Dans les années 1920, ils furent embauchés dans les « bagnes » sidérurgiques et métallurgiques de la Saint-Denis, chimiques d'Aubervilliers. Ces primo-migrants, dépourvus de qualifications, travaillaient comme manœuvres ou journaliers et n'hésitaient pas à débaucher si l'usine ou le chantier d'à côté leur proposait un salaire supérieur de quelques centimes. En effet, si l'immense majorité d'entre eux étaient salariés de l'industrie, certains effectuèrent également de courts passages par le bâtiment.

Quant aux primo-migrantes, la plupart ne travaillaient pas à l'extérieur de leur foyer, assignées aux tâches liées à la reproduction de la force de travail de leurs époux. A Saint-Denis, les femmes mariées étaient ménagères à 88 % en 1921 et 82 % en 1931. Néanmoins, certaines ne déclaraient pas leur emploi afin de toucher des prestations sociales. Des témoins nous ont ainsi raconté que leurs mères, recensées comme femmes au foyer, étaient couturières à façon à domicile ou lavaient le linge des « bourgeoises de la Plaine ». Outre les réticences de la plupart des époux, le faible taux de travail des femmes doit être relié à la présence fréquente de familles nombreuses, de trois, quatre enfants et plus, qui obéraient toute possibilité d'activité à l'extérieur³.

Dès 1915, Marseille fut le théâtre d'arrivées massives d'Espagnols venus travailler dans l'industrie de guerre. Ils se mêlèrent peu avec la petite colonie pré-existante d'originaires des Baléares qui pratiquaient essentiellement l'importation et le négoce des oranges et des fruits secs. Leur nombre passa de 6 000 en 1911 à 20 000 en 1921. En 1931, avec 23 000 Espagnols, les Bouches-du-Rhône devinrent le deuxième département en comptant le plus derrière l'Hérault. Au sein de cette population urbaine, les hommes travaillaient dans l'industrie lourde (mines de Gardanne, chantiers navals de La Ciotat, métallurgie, etc.), sur les docks et dans le bâtiment. Le recensement de 1931 enregistra 15 % de femmes actives : domestiques dans les beaux quartiers, couturières à domicile ou en atelier, ouvrières dans l'industrie de transformation agro-alimentaire, etc.

Le choc de la crise des années 1930

A partir de 1932, la crise économique donna lieu à une série de décrets lois instaurant des quotas de travailleurs étrangers dans différentes branches de l'industrie et des services, ce qui entraîna des licenciements massifs et, dans le cas des Espagnols, de nombreux retours au pays. Ils n'étaient plus que 254 000 en 1936.

³ Lillo Natacha, *La Petite Espagne de la Plaine Saint-Denis 1900-1980*, Paris, Autrement, 2004.

À Saint-Denis, en 1936, 51 % des Espagnols en âge de travailler étaient recensés comme chômeurs. En l'absence de ratification de l'accord bilatéral d'assistance et de travail franco-espagnol avant la fin 1934, les mairies n'étaient pas obligées de leur accorder des subsides de chômage. Certaines le firent pour des raisons politiques afin de se constituer une clientèle, comme à Saint-Denis, fief de Jacques Doriot, ancien dirigeant du Parti communiste français (PCF) qui, après son exclusion, avait fondé le philo-fasciste Parti populaire français (PPF) en 1936. En revanche, le maire de la ville voisine, Aubervilliers, Pierre Laval, leur refusait toute aide, ce qui fut à l'origine d'un nombre de retours bien plus élevé qu'à Saint-Denis.

Ces débauchages, qui entraînaient une perte de la carte d'identité de travailleur étranger et signifiaient donc une possible expulsion du territoire, eurent lieu peu de temps après l'avènement de la Seconde République espagnole, en avril 1931, qui limita la journée de travail à huit heures, instaura un salaire minimum et, surtout, promit une réforme agraire. Beaucoup d'Espagnols choisirent alors de quitter la France volontairement dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie qu'à leur départ. Les retours furent très nombreux depuis les espaces urbains : à Aubervilliers et à Bordeaux, les colonies perdirent près de la moitié de leurs membres. En revanche, les régions agricoles du sud-est connurent peu de départs : d'une part, les besoins en main-d'œuvre étaient tels dans l'agriculture que des quotas ne furent pas instaurés ; de l'autre, le processus d'intégration à travers l'achat de terres était en marche, parfois depuis deux générations.

Afin de conserver leur emploi, un certain nombre de ceux qui désiraient rester en France demandèrent leur naturalisation, encouragés en cela par leur employeurs, tels des boulangers et des hôteliers-restaurateurs de Perpignan.

Entre mutualisme, église et drapeaux noir ou rouge

Dans le Languedoc-Roussillon viticole, les membres des colonies espagnoles fondèrent dès la fin du XXe siècle des sociétés de secours mutuel laïques. Avec l'appui de commerçants enrichis par l'importation des agrumes, furent achetés ou construits par les migrants eux-mêmes de vastes bâtiments dotés d'une salle des fêtes et d'espaces proposant à la fois des services médicaux, une aide juridique, des cours (alphabétisation, espagnol, français), des activités culturelles (théâtre, concerts, danse) ainsi que du sport : le Centro español de Béziers, la Colonie espagnole de Montpellier et le Centro español de Perpignan furent inaugurés entre 1888 et 1920. A Bordeaux, la première société de secours mutuel laïque, la Unión Española, vit le jour en 1884.

En parallèle, l'église de la monarchie désirait garder les migrants dans son giron, inquiète de la déchristianisation de la France. Dans le Languedoc-Roussillon, leur dispersion entre villages et bourgs viticoles ne lui facilita pas la tâche et elle se contenta d'organiser quelques missions apostoliques menées par des dominicains. La première église espagnole consacrée en France vit le jour à la fin du XIX^e siècle à Bordeaux à l'initiative des jésuites, le Solar español. Outre le culte, elle disposait d'un dispensaire, d'un ouvroir et d'un centre de colonies de vacances à la campagne.

A l'image du Solar de Bordeaux, entre 1921 et 1924, des missionnaires clarétains ouvrirent des églises espagnoles à Marseille, Paris et la Plaine Saint-Denis. Elles offraient un encadrement genré des enfants : projections de cinéma ; cours d'espagnol non mixtes ; clubs de football, scoutisme et pelote basque pour les garçons ; couture pour les filles. L'été, des colonies de vacances gratuites se tenaient dans deux châteaux appartenant à l'ambassade, l'un pour les garçons, l'autre pour les filles. Les pères clarétains créèrent aussi leurs propres sociétés de secours mutuels.

A l'opposé, comme en Espagne, le poids des idéaux anarcho-syndicalistes était important, renforcé par la présence de nombreux exilés ayant fui les répressions du tournant du siècle puis la dictature de Primo de Rivera. Les militants vendaient leur presse dans les quartiers à forte présence espagnole, devant les consulats, les églises et les centres mutualistes, organisaient de fréquents meetings et représentations théâtrales et, au vu des rapports des Renseignements généraux (RG), étaient généralement très bien accueillis. Après la proclamation de la Seconde République, les nombreux consulats du sud de la France furent assaillis par des manifestants ravis d'en découdre avec les emblèmes de la monarchie.

Avant 1914, les anarchistes espagnols militaient aux côtés de leurs compagnons français dans la minorité libertaire de la Confédération générale du Travail (CGT) et continuèrent au sein de CGT-Unitaire dans l'entre-deux-guerres. Dans les années 1930, cependant, les conséquences de la crise entraînèrent parfois un rapprochement avec le PCF, souvent incontournable dans les bastions industriels. Des travailleurs espagnols prirent alors leur carte à la CGTU majoritaire, voire au PCF. Cette évolution s'accéléra notablement à partir du coup d'Etat de juillet 1936 car le parti de Thorez prit fait et cause pour la défense de la République et joua un rôle prépondérant dans la mobilisation.

Depuis toutes les régions de forte immigration, des primo-migrants et surtout des jeunes hommes, arrivés enfants ou nés en France, partirent se battre pour la République dès la fin juillet 1936, rejoignant telle ou telle milice aux frontières ; d'autres s'engagèrent dans les Brigades internationale[3]. Alors que la fréquentation des églises espagnoles diminuait notablement, durant tout le conflit, de nombreux migrants, proches des anarchistes ou des communistes, déployèrent une intense activité pour aider le camp républicain : participation à des manifestations et à des meetings, quêtes sur la voie publique, organisation de spectacles militants, etc. Engagement qui se poursuivait parfois par une participation à la Résistance, tant en banlieue nord de Paris qu'à Bordeaux, Marseille, dans le Languedoc-Roussillon et ailleurs dans l'hexagone.

Le courant migratoire des Trente Glorieuses

Au cours des trente années d'expansion économique qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, la grave pénurie de main-d'œuvre conduisit les autorités françaises à favoriser l'arrivée de travailleurs étrangers, notamment de travailleurs issus des pays catholiques du Sud de l'Europe dans la mesure où ceux-ci étaient considérés comme facilement assimilables

et, de ce fait, représentaient un contrepoint idéal à l'immigration en provenance des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord⁴.

Lorsque, au milieu des années 1950, cette migration commença à prendre de l'ampleur, environ 288 000 Espagnols résidaient déjà sur le territoire français : nombreux exilés de la guerre civile arrivés en masse à la fin du conflit et anciens migrants installés depuis l'entre-deux-guerres. Puis, les crises et récessions successives qui frappèrent l'économie française dans les années 1970 marquèrent le déclin progressif du flux migratoire vers la France et la diminution du nombre des Espagnols dans l'hexagone. Alors qu'ils étaient 607 000 en 1968, représentant la première nationalité étrangère devant les Italiens, on n'en comptait plus que 327 000 en 1982.

Jusqu'au début des années 1960, les zones traditionnelles d'installation des migrants espagnols furent celles de la période migratoire précédente, à savoir : les départements ruraux du Sud de la France, Lyon, Paris et leurs environs. Mais, à partir des années 1960, les Espagnols commencèrent à privilégier ces deux derniers espaces au détriment du premier. Ils/elles s'installèrent ainsi en masse à Paris et dans ses banlieues, dans les zones industrielles de Lyon et de Marseille et, dans une moindre mesure, dans certaines zones minières et industrielles du Nord et de l'Est de la France.

Quant à leur origine géographique, les migrants traditionnels du Levant furent rejoints par des compatriotes venus d'Andalousie orientale, de Galice et du León. Le travail de prospection effectué par les autorités de l'Office national d'immigration (ONI) français et les programmes d'émigration assistée mis en place par les deux pays favorisaient le recrutement de travailleurs et de journaliers issus des zones rurales les plus arriérées et présentant les taux de chômage les plus élevés, ce qui achemina vers la France des migrants issus de régions ayant peu de traditions migratoires vers l'étranger (Andalousie) ou pour lesquels la France n'était pas une destination traditionnelle (Galice).

Comme leurs prédécesseurs de l'entre-deux-guerres, les migrants espagnols des années 1950 et 1960 envisageaient de partir en France juste pour quelques années, assez pour économiser l'argent nécessaire à l'achat d'un bar, d'un magasin, d'un taxi, de terres ou d'une maison, etc., en Espagne, autant de projets destinés à améliorer les conditions de vie de ces hommes et ces femmes issus pour la plupart des zones rurales, où ils étaient journaliers agricoles ou petits exploitants.

Ce courant migratoire, comme les précédents, avait un caractère nettement familial. Et ce, d'autant plus que le regroupement familial était encouragé par des autorités françaises désireuses de faire de ces nouveaux arrivants une "immigration de travail et de peuplement".⁵ Les facilités octroyées pour l'installation des familles furent un facteur important, sinon d'intégration, du moins d'enracinement pour ces nouveaux immigrés, entrant ainsi en tension avec l'idée d'un retour au pays à court terme.

L'insertion des migrants sur le marché du travail français

⁴ Vincent VIET, *La France immigrée: construction d'une politique, 1914-1997*, Paris: Fayard, 1998, p. 273-274.

⁵ *Ibid.*, p. 269

L'insertion des immigrés espagnols sur le marché du travail français fut marquée, d'une part, par l'importance croissante de la demande des secteurs secondaire et tertiaire et, d'autre part, par la diminution significative de l'immigration agricole. La répartition des Espagnols dans la population active française différait ainsi très peu du profil socioprofessionnel du reste des migrants, la seule différence significative étant la présence très importante de femmes sur ce marché du travail. En effet, la colonie espagnole fut pendant cette période l'une de celles qui compta le plus grand nombre de travailleuses. Avec une main-d'œuvre féminine de 26 % en 1968, la proportion des femmes dans la main-d'œuvre espagnole était plus élevée que celle existant dans les deux autres grandes colonies étrangères, l'italienne et la portugaise. Ceci fut le résultat de l'arrivée massive de femmes dans le contexte des migrations familiales évoqué plus haut mais aussi de l'arrivée massive de jeunes femmes célibataires pour travailler dans le service domestique, au point que, selon Rubio, plus de la moitié des femmes étrangères employées de maison ou femmes de ménage étaient espagnoles.⁶

Dépourvus de qualifications professionnelles, les salariés espagnols occupaient les échelons les plus bas du marché du travail français, travaillant pour la plupart comme ouvriers spécialisés (OS) dans l'industrie automobile, la sidérurgie, le bâtiment ou les travaux publics.⁷ Mais ces conditions de travail variaient en fonction de leur parcours migratoire : en général, les migrants arrivés de manière irrégulière avec un simple passeport de touriste s'insérèrent de manière moins avantageuse sur le marché du travail français que leurs compatriotes arrivés avec un contrat. Leur statut de migrants irréguliers, aggravé par leur méconnaissance de la langue, de la culture et des coutumes du pays d'accueil, les empêcha souvent de négocier le contenu de leur contrat de travail et fut à l'origine de nombreuses situations de discrimination, et ce dans différentes sphères du monde du travail. Beaucoup de travailleurs espagnols se plaignaient du fait que leur salaire était souvent plus bas que celui de leurs homologues français alors que le Traité d'émigration hispano-français de 1961 stipulait l'égalité salariale. De plus, ils furent souvent obligés d'accepter davantage de contrats à durée déterminée, notamment dans l'industrie automobile, et furent l'objet de nombreuses reprises d'une diminution partielle, voire d'une privation de leurs avantages sociaux dans certaines branches tels le service domestique ou la construction qui avaient souvent recours au travail illégal des migrants.

Dans le contexte de la forte demande de main-d'œuvre liée à l'expansion économique des Trente Glorieuses, la mobilité horizontale plutôt que la syndicalisation⁸ fut la principale stratégie adoptée par les migrants espagnols pour tenter d'améliorer leurs conditions de travail. Ce que l'on appela la « revendication avec les pieds », à savoir l'abandon de leur emploi pour un autre mieux payé, était possible dans un contexte de plein emploi qui diminuait les risques de se retrouver au chômage. Cela donna lieu à un taux très élevé de rotation de cette main-d'œuvre qui atteint 88 % en 1964 (contre 12,8 % pour les travailleurs

⁶ Javier RUBIO, *La emigración española a Francia*, Barcelona: Ariel, 1974, p. 362-363.

⁷ Natacha LILLO, «La emigración española a Francia a lo largo del siglo XX: entre la perfecta integración y el retorno», in Alicia ALTED et Almudena ASENJO, *De la España que emigra a la España que acoge*, Madrid: Fundación Francisco Largo Caballero, 2006, p. 285.

⁸ Voir article de Marc Pujals i Lladó en p. ??.

français, 17,6 % pour les Italiens, 33,6 % pour les Maghrébins et 44,5% pour les Portugais).⁹ Cette mobilité horizontale fut également très marquée chez les femmes espagnoles, qui n'hésitaient pas à changer d'usine ou de maison quand les conditions imposées par leurs employeurs ne leur convenaient pas. Or, cet important *turn over*, qui concordait avec une stratégie migratoire basée sur le trinôme travail-épargne-retour, se fit au détriment d'une possible mobilité verticale. Exemple du manque d'intérêt suscité par la perspective d'une promotion sociale : sur 337 travailleurs espagnols employés dans un ensemble d'usines de Moselle entre 1958 et 1968, seulement 6 se présentèrent aux examens permettant d'obtenir un CAP.¹⁰

L'État franquiste et le courant migratoire vers la France

Le début du courant migratoire vers la France fut parallèle à la mise en place, par le régime franquiste, d'une politique de modernisation et de développement de l'économie censée mettre fin à des années de misère et d'autarcie. Très tôt, les autorités franquistes réalisèrent à quel point ces départs vers les pays développés d'Europe pouvaient devenir un atout pour la modernisation économique de l'Espagne et ce dans la mesure où ce courant migratoire pouvait, non seulement amortir les effets négatifs des programmes de stabilisation et de développement (notamment l'augmentation très importante du chômage), mais également contribuer au succès de ces plans, en apportant une entrée de devises liée aux envois d'argent des émigrants, et en constituant un espace de dialogue et de négociation avec les pays de l'Europe développée, notamment dans le cadre d'une possible entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne (CEE).

Cependant, pour que l'émigration devienne l'un des piliers de cette modernisation économique, il fallait que les émigrants gardent à l'horizon l'idée du retour afin qu'ils continuent à envoyer leur épargne et à multiplier leurs investissements en Espagne. Pour cela, les autorités franquistes insistèrent sur le caractère temporaire de cette émigration continentale, alimentant ainsi ce que l'on appela par la suite le « mythe du retour ». Pour ce faire, elles menèrent une politique de promotion de l'identité espagnole chez les migrants installés en France. Politique qui comportait plusieurs objectifs en parallèle : éviter l'intégration des migrants dans la société française, qui aurait risqué de mettre à mal leur projet de retour, et les préserver de toute possible « contamination » par les idéologies et valeurs républicaines et antifranquistes défendues par l'importante colonie d'exilés républicains sur le sol français.

La promotion de l'identité espagnole entraîna la mise en place de tout un ensemble de mesures sociales, culturelles et éducatives qui cherchaient à faire en sorte que les Espagnols en France et leurs enfants gardent l'Espagne comme principal point de référence, renforçant ainsi les liens symboliques entre ces derniers et la *Patrie* espagnole dans sa version

⁹ Francisco PARRA LUNA, *La emigración española a Francia en el periodo 1960-77*, Madrid: Instituto Español de Emigración, 1981, p. 73.

¹⁰ Javier RUBIO, *op.cit.*, p. 360.

franquiste. Dans le domaine socioprofessionnel, l'administration espagnole joua souvent le rôle d'interlocuteur entre les migrants et la bureaucratie française ; dans le domaine culturel, elle facilita la diffusion, à travers les associations et centres espagnols en France, d'une presse issue des organismes franquistes, d'œuvres littéraires, de films espagnols, de pièces de théâtre, d'expositions et de concours de dessins ou de poésies choisis par les instances franquistes en fonction de leur degré de « patriotisme ».

La variété des services administratifs (bureaux d'attachés au travail, professeurs d'espagnol, Casas de España, etc.) déployés par le régime de Franco pour multiplier les liens avec la colonie espagnole en France contribua à renforcer les signes de l'identité espagnole et, paradoxalement, tout en cultivant l'espoir du retour au pays, elle participa à l'ancrage de la communauté espagnole dans la société française.¹¹

Loisirs et vie familiale des Espagnols en France

Comme lors des périodes précédentes, les associations jouèrent un rôle très important dans les activités de loisirs et de temps libre de nombreux Espagnols immigrés en France.¹² Ces associations et centres espagnols ne constituaient pas un bloc homogène mais un conglomérat très hétérogène composé, d'une part, de centres très politisés et farouchement anti-franquistes animés par des exilés de la guerre civile, dont les activités étaient majoritairement culturelles ; d'une autre part, l'arrivée massive des Espagnols au cours des années 1960 donna naissance à un deuxième type d'associations, nettement apolitiques, dont l'objectif principal était de recréer l'« atmosphère espagnole ». Il s'agissait pour la plupart de lieux de loisirs où les migrants se retrouvaient pour discuter, jouer aux cartes ou aux dominos, partager des produits de « leur terre », etc.

Dans la seconde moitié des années 1960, des parents créèrent aussi plusieurs associations destinées à promouvoir la connaissance de la langue et de la culture espagnoles chez leurs enfants, et ce alors que les projets de retour étaient repoussés à plus tard¹³. Paradoxalement, ils accordaient également beaucoup d'importance à la scolarisation de leurs enfants en France car ils y voyaient une opportunité de mobilité ascendante que le système éducatif espagnol n'aurait été pas en mesure de leur offrir¹⁴.

Des demandes nombreuses et insistantes auprès des autorités espagnoles finirent par porter leurs fruits, modestes dans les premières années et plus nombreux mais toujours insuffisants à partir des années 1970. En 1960, il y avait en France six écoles espagnoles dirigées par des enseignants envoyés par le gouvernement de Madrid ainsi qu'un lycée espagnol créé en 1962

¹¹ Michèle GUILLON et Isabelle TABOADA-LEONETTI, *Les immigrés des beaux quartiers*. Paris: L'Harmattan, 1986, p. 168.

¹² Guy HERMET, *Les espagnols en France : immigration et culture*, Paris: Editions Les Ouvrières, 1967, p. 14-15.

¹³ Michèle GUILLON et Isabelle TABOADA-LEONETTI, *Les immigrés des beaux quartiers*. Paris: L'Harmattan, 1986, p. 155-159.

¹⁴ Laura OSO CASAS, LURBE I PUERTO, Katia et TUR, Bruno (eds.), *Trans-ciudadanos : hijos de la emigración española en Francia*, Madrid: Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 65.

dans les locaux de la Mission espagnole de la rue de la Pompe, à Paris, puis installé à Neuilly-sur-Seine en 1967. Ces établissements, dans lesquelles on enseignait la langue espagnole avec quelques rudiments de littérature, de géographie et d'histoire de l'Espagne, se situaient principalement dans les zones où la colonie espagnole était la plus nombreuse, par exemple dans des villes du Sud comme Béziers ou Biarritz, comptant chacune une école, et dans des grandes villes telles Marseille ou Paris, avec deux écoles chacune.¹⁵

Des cours complémentaires de langue et de culture espagnoles dispensés par des instituteurs et des professeurs venus d'Espagne et payés par le gouvernement de Madrid furent mis en place progressivement à partir de 1969 dans les locaux des collèges et lycées français ainsi que dans ceux des missions catholiques espagnoles [cf. art. Aubin Gonzalez]. Ils avaient comme mission principale de donner aux enfants un vernis de culture hispanique et de consolider leur maîtrise de la langue. Par ailleurs, les autorités franquistes créèrent un système de bourses et de validations visant à faciliter la (ré)intégration des migrants de la deuxième génération dans le système éducatif espagnol.

Avec la langue, les loisirs étaient un autre moyen pour ces immigrés d'exprimer leur identité et d'affirmer leurs liens avec leur pays d'origine. Les promenades dominicales, la projection de films espagnols, les représentations de pièces de théâtre, les bals et les activités sportives (surtout du football) étaient leurs principales activités de loisirs, qui jouèrent un rôle d'espaces de socialisation et de circulation de l'information, voire d'agences matrimoniales.

Contrairement à leur projet migratoire initial, les Espagnols arrivés en France pendant la Première Guerre mondiale et dans les années suivantes se sédentarisèrent pour la plupart dans l'hexagone car, d'une part, les relations entre la France et l'Espagne furent pratiquement suspendues entre juillet 1936 et avril 1948¹⁶, distendant les liens familiaux, et, d'autre part, pour la grande majorité des familles, il était inconcevable de retourner vivre dans l'Espagne de Franco, marquée par la misère et la répression, alors que la France de la reconstruction puis de l'expansion offrait de nombreuses possibilités d'emploi et d'ascension sociale à leurs enfants. En revanche, les migrants des Trente Glorieuses concrétisèrent bien davantage leurs rêves initiaux : beaucoup d'entre eux profitèrent des incitations financières au retour – on parlait alors du « million¹⁷ des immigrés » – qui suivirent la suspension de l'immigration de travail en 1974. Ces mesures, qui coïncidèrent avec la Transition démocratique en Espagne, vinrent à point nommé pour favoriser les retours.

Néanmoins, à partir de la crise immobilière et financière de 2007-2008, qui affecta profondément l'économie espagnole dans les années suivantes, on assista à une nouvelle

¹⁵ Lorenzo DELGADO LOPEZ-ESCALONILLA, "La enseñanza de los emigrantes: Entre la defensa de la identidad española y la política de asimilación francesa", *Hispania: Revista española de historia*, vol. 62, n° 211, 2002, p. 553.

¹⁶ Dates respectives du coup d'Etat des généraux contre la IIe République et de la réouverture de la frontière, fermée en mars 1946 par le gouvernement tripartite suite à l'exécution par le régime franquiste de douze militants communistes espagnols ayant tous appartenu à la Résistance, dont Cristino García Granda, fait **lieutenant-colonel** de l'armée française à la Libération.

¹⁷ 10 000 francs déclinés en « anciens francs », soit 1 500 euros..

vague migratoire, surtout de jeunes urbains qualifiés mais pas uniquement. La France est leur deuxième pays d'accueil derrière la Grande-Bretagne, avec 47 000 arrivées enregistrées entre 2014 et 2018¹⁸.

¹⁸ Fernández Asperilla Ana, Alba Susana, *Emigrar después de la crisis. Crecimiento económico y nueva emigración española*, Madrid, Fundación 1° de mayo / Catarata, 2020.